European Economic and Social Committee

ECO/ESG

Bruxelles, 18 mai 2022

ANNEXE
À LA RÉSOLUTION

Implication de la société civile organisée dans les plans nationaux de relance et de résilience - Comment pouvons-nous l'améliorer ?

du

Groupe «Semestre européen»

Observations concernant les résultats des consultations

Partie I: L'annexe du questionnaire
Partie II: L'annexe des tables rondes
Partie III: Méthode de collecte des informations

EN

Table des matières

Introduction 2

Partie I: Observations concernant les résultats du questionnaire 4

Section I: Quelle est l'opinion de la société civile organisée quant au contenu des plans, à leurs objectifs d'investissement et aux réformes proposées? 4

Section II: Comment progresse la mise en œuvre des plans, des investissements et des réformes ? 13

Section III: L'impact potentiel des PNRR sur l'économie et la société des États membres 14

Section IV: La participation des partenaires sociaux et des organisations de la société civile 16

Les bonnes pratiques identifiées dans les réponses au questionnaire 29

Autres contributions de la part des organisations de la société civile 31

Partie II: Observations concernant les résultats des tables rondes 31

Partie III: La méthode de collecte d'informations 37

Liste des abréviations

Introduction

La résolution sur la participation de la société civile organisée (SCO) aux plans nationaux de relance et de résilience (PNRR) s'appuie sur des consultations dans les États membres. Le groupe sur le Semestre européen du Comité économique et social européen (CESE) a recueilli l'avis des organisations de la société civile (OSC) et des partenaires sociaux grâce notamment à un questionnaire entre le mois d'octobre 2021 et le mois d'avril 2022. Ce questionnaire comprend 21 questions sur l'implication des partenaires sociaux et des organisations de la société civile concernant le contenu et la mise en œuvre des PNRR, et l'impact de la transition verte et numérique sur l'économie et les sociétés des États membres. Les contributions individuelles des pays ont été préparées sous la responsabilité de petites délégations distinctes de membres du CESE (composées de 3 membres des 3 groupes pour chaque Etat Membre). Par conséquent, elles ne constituent pas nécessairement l'opinion de l'assemblée du CESE dans son ensemble. Au total, des réponses au questionnaire ont été reçues de 22 des 27 délégations des États membres. En outre, les organisations de la société civile du groupe de liaison du CESE ont été consultées via le questionnaire. De plus, cette consultation a également été menée par le biais de tables rondes, organisées conjointement avec la SCO et/ou les conseils économiques et sociaux nationaux, dans 7 États membres entre l'automne 2021 et la fin mars 2022. Au total, 24 délégations sur 27 ont participé.

Cette annexe présente les résultats des consultations menées via le questionnaire et les tables rondes, et est divisée en deux parties. L'annexe du questionnaire résume toutes les réponses au questionnaire des différents États membres. Les questions sont classées suivant les quatre sections correspondantes de la résolution :

I. **Quelle est l'opinion de la société civile organisée quant au contenu des plans, à leurs objectifs d'investissement et aux réformes proposées?**

II. **Comment progresse la mise en œuvre des plans, des investissements et des réformes ?**

III. **L'impact potentiel des PNRR sur l'économie et la société des États membres**

IV. **La participation des partenaires sociaux et des organisations de la société civile**

Les résultats des consultations avec les OSC du groupe de liaison du CESE sont brièvement résumés dans un sous-paragraphe.

L'annexe de la contribution des table rondes contient un résumé des informations contenues dans les rapports de ces tables rondes. Cette partie de l'annexe est divisée selon les catégories suivantes :

I. **Implication de la société civile dans le processus du PNRR**

II. **Leur avis quant au contenu des PNRR et de la FRR**

III. **Outils spécifiques dans les différents Etats membres**

Partie I: Observations concernant les résultats du questionnaire

Section I: ***Quelle est l'opinion de la société civile organisée quant au contenu des plans, à leurs objectifs d'investissement et aux réformes proposées?***

Question 5: Quels sont les principaux objectifs et les finalités politiques de votre PNRR avec lesquels les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile sont d'accord et pour lesquels ils estiment que leur participation peut faire une réelle différence ? Veuillez indiquer ceux qui sont les plus pertinents pour votre organisation.

Une grande majorité des participants a fait référence à des mesures conformes aux objectifs de la FRR. Les objectifs verts, numériques et sociaux sont largement soutenu. Certains participants se concentrent sur les objectifs verts et numériques et les objectifs politiques, d'autres mentionnent des objectifs plus divers de la FRR.

Pays	Réponse
Autriche	1. Investissement dans l'éducation et la formation pour 2021-23 2. Lutte contre la pauvreté énergétique 3. Projet de réhabilitation communautaire
Belgique	1. L'économie 2. Le social 3. L'innovation et la durabilité
Chypre	1. Soutenir la compétitivité et la résilience de l'économie 2. vers une ère numérique et ses effets sur le marché du travail 3. Économie cyclique. Cela dépend des propositions du gouvernement d'utiliser l'OCS dans le processus de mise en œuvre.
Allemagne	1. La numérisation 2. Le changement climatique
Tchéquie	1. Promouvoir la productivité, la compétitivité et la stabilité macroéconomique 2. Croissance inclusive et respect du pilier européen des droits sociaux 3. Réformes et investissements pour soutenir la recherche et l'innovation
Danemark	1. Réforme de la fiscalité verte 2. Subventions pour les investissements dans l'efficacité énergétique 3. Le Fonds de numérisation
Grèce	Les quatre principaux piliers (transition écologique, transformation numérique, emploi - compétences et cohésion sociale, et investissement privé et restructuration de l'économie et de l'État) répondent à quatre défis majeurs de la Grèce et de notre époque.
Espagne	Modernisation du modèle de production par des transformations écologiques et numériques. Réalisation d'un modèle économique durable, par la décarbonisation, avec la participation effective des PME. 2. Modernisation du marché du travail avec la réforme du cadre juridique et l'amélioration de la formation des travailleurs. 3. L'amélioration de la cohésion territoriale et sociale à travers la distribution des investissements, les transitions équitables, vertes et numériques, etc, 4. L'égalité des sexes comme objectif des projets et programmes.

Estonie	1. Transition numérique et écologique (employeurs) 2. Emploi et protection sociale (syndicats) 3. Santé et soins de longue durée (organisations de la société civile) Dans l'ensemble, l'implication de la société civile est importante tout au long du processus - car seules les organisations qui ont la connaissance du terrain peuvent réellement dire ce qui est le plus nécessaire.
Finlande	1. Transition verte et juste 2. Développement de l'emploi et des services aux entreprises 3. Développement des compétences et de la formation
France	1. Le passage à la transition écologique 2. Une meilleure prise en compte des objectifs de cohésion sociale
Croatie	1. Fonds de relance pour les entrepreneurs et les petites entreprises 2. Fonds de relance pour le tourisme
Irlande	1. Mesures visant à faire progresser la transition écologique et numérique, notamment en ce qui concerne la reconversion professionnelle et le perfectionnement professionnel 2. Relance économique et sociale et création d'emplois 3. Réforme et transformation numérique
Italie	1. Impossible de répondre au nom de la diversité des organisations.
Lituanie	1. Objectifs de transformation économique et de compétitivité ; 2. Objectifs de l'économie circulaire ; 3. Objectifs liés à l'intégration dans les chaînes de valeur stratégiques
Luxembourg	1. Augmenter l'offre de logements publics abordables et durables 2. Bâtiments durables et décarbonisation des transports (notamment mise en place d'un dispositif d'aide aux bornes de recharge à destination des entreprises). 3. Compétences numériques pour les demandeurs d'emploi 4. La réforme des qualifications des professionnels de santé 5. Protection de l'environnement et de la biodiversité
Portugal	1. Agenda pour la promotion du travail décent et la modernisation de l'éducation et de la formation 2. Des soins de santé primaires avec plus de réponses et une transition vers la santé numérique 3. Un parc de logements publics abordables
Roumanie	1. Réforme du dialogue social et du système du marché du travail 2. Réforme de la justice et de l'administration publique, y compris leur numérisation. 3. Mesures de transition écologique.
Suède	1. Une économie durable qui fonctionne bien, conformément à l'agenda vert et numérisé
Slovénie	1. Stabilité du marché du travail, y compris l'éducation et la formation tout au long de la vie 2. Une transition équitable vers une société numérique et verte 3. Durabilité des systèmes de retraite et de santé, tout en maintenant la solidarité intergénérationnelle et la résilience face aux éventuelles crises futures.

Slovaquie	1. la Confédération des syndicats (KoZ) a formulé des commentaires supplémentaires sur les mesures et a exprimé son désaccord avec certaines d'entre elles. Si une discussion et une consultation avaient eu lieu, la KoZ aurait été plus favorable. 2. De meilleurs niveaux de vie, mais un plan < 6 ans, n'est pas réalisable. 3. Les réformes concernant l'amélioration de l'environnement des entreprises et des finances publiques saines, durables et compétitives sont cruciales.

Question 9: Selon vous, quelles réformes structurelles devraient être prioritaires dans votre État membre ?

Les réformes structurelles mentionnées relèvent principalement des piliers vert (pauvreté énergétique, fiscalité écologique, mobilité durable, décarbonisation, économie circulaire), numérique (participation sociale numérique, numérisation du secteur public) et social (égalité des sexes, logement abordable, marché du travail, éducation, cohésion territoriale et soins). En outre, certaines réformes spécifiques sont mentionnées.

Pays	Contribution condensée
Autriche	Politiques du marché du travail et équilibre social. Des questions importantes comme la pauvreté énergétique, le chômage de longue durée et l'enseignement pré-primaire ne sont pas du tout abordées. De plus, la FRR aurait pu être mieux utilisé sur la question d'une transition juste de la transformation socio-économique. Il faut plus d'argent pour les fondations de la main-d'œuvre, l'amélioration des compétences et le recyclage. La numérisation, l'investissement numérique dans les entreprises, la recherche sur l'hydrogène, la connectivité, la prime de réparation pour les appareils électriques, la transformation industrielle (financement nettement insuffisant dans le plan), la mobilité durable et l'économie circulaire. La réforme fiscale éco-sociale est une question clé, avec des avis divergents sur les plans actuels.
Belgique	Réformes sociales et économiques.
Tchéquie	Services de santé en ligne, soutien global à l'investissement et au développement d'entreprises innovantes, de start-ups, de projets et de nouvelles technologies, mise en pratique de la recodification du droit de la construction, vague de rénovation dans le secteur résidentiel, efficacité accrue, orientation vers le client et utilisation de principes fondés sur des preuves dans l'administration publique, renforcement de la politique active du marché du travail, partenariat entre l'administration publique et le secteur non lucratif, participation accrue des citoyens à l'élaboration des politiques.
Allemagne	La numérisation, en particulier la participation sociale des personnes défavorisées et la numérisation des services et des équipements des organisations d'aide sociale non étatique. Le changement climatique, en particulier les mesures de soutien au changement socio-écologique, le soutien aux personnes défavorisées pour l'adaptation au changement climatique et les programmes d'investissement pour la neutralité climatique des organisations à but non lucratif.
Danemark	Lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. Les entreprises doivent refuser davantage de commandes, ce qui signifie que la société danoise ne profite pas d'une plus grande prospérité. Il existe un besoin important de réformes structurelles qui augmentent l'offre de main-d'œuvre. Il s'agit de réformes qui 1) augmentent les incitations à accepter un emploi et 2) améliorent les possibilités pour les entreprises de recruter des travailleurs

	étrangers. Il existe également un grand potentiel de gains d'efficacité dans le secteur public, ce qui nécessite d'accélérer la numérisation du secteur public et d'accroître la coopération public-privé dans les services du secteur public entre l'État, les régions et les municipalités.
Grèce	Les réformes structurelles devraient donner la priorité à la transition numérique et verte de l'économie par la promotion d'actions dans les domaines du développement environnemental, de la transformation numérique, de l'indépendance énergétique, des compétences modernes et du développement d'un nouveau cadre pour l'emploi et la politique sociale, en mettant l'accent sur la santé et l'éducation.
Espagne	Modernisation par la numérisation et la décarbonisation. Des transitions équitables, vertes et numériques, avec une attention particulière à la compétitivité des PME. Investissements dans les énergies renouvelables pour atteindre l'indépendance énergétique. Développement d'une politique industrielle forte, en mettant l'accent sur l'industrie à forte valeur ajoutée et à avantage concurrentiel. Réforme du marché du travail. Modernisation des services publics et de l'administration publique. Stimulation de la R&D&I, de la formation et de l'éducation qualitative. Promouvoir les opportunités pour les jeunes au niveau professionnel et général. Promotion de l'agenda urbain et rural pour lutter contre les défis démographiques, renforcement de l'État-providence, fourniture de services sociaux et de santé, promotion d'emplois de qualité dans différents secteurs. Promotion des réformes liées à une plus grande cohésion (territoriale). Renforcement des systèmes et de la prestation de services liés à l'économie des soins. Réforme du système fiscal. Promotion de l'égalité des sexes dans toutes les actions du plan.
Finlande	La poursuite de la préparation et du suivi de la réforme sociale et des soins de santé jouera un rôle important. La priorité devrait également être accordée au développement de l'éducation et aux réformes structurelles dans le cadre de la transition verte.
France	Cette question n'a pas été discutée avec le Conseil économique, social et environnemental français, qui représente la voix de la société civile organisée dans son ensemble.
Croatie	Rendre la société et l'économie plus résilientes aux crises futures et aux transitions verte et numérique liées au changement climatique.
Irlande	Employeurs : décarbonisation du secteur des entreprises, fourniture de logements sociaux. Syndicats : lutte contre les problèmes de logement, amélioration de l'accès à des soins et à une éducation de qualité et abordables, soins de santé universels. Pilier communautaire : rétablissement du dialogue social. Environnement : double transition, promotion des investissements privés, efficacité énergétique, transports publics durables, infrastructure numérique, R&D.
Lituanie	1. Soins de santé ; 2. Économie circulaire ; 3. Énergie durable ; 4. Garantir l'efficacité de la gestion des données et des données ouvertes. 5. Cadre de la réforme du marché du travail ; 6. Déploiement des compétences transition verte et numérique ; 7. Missions conjointes de science et d'innovation dans les spécialisations intelligentes. 8. Un système fiscal plus équitable et favorable à la croissance.
Luxembourg	Logement et énergie abordables (lutte contre la pauvreté énergétique).
Portugal	Réponses dans le domaine de la politique du logement. Renforcement du service national de santé. Renforcement des qualifications et des compétences 4. Renforcement des réponses sociales 5. Numérisation.
Roumanie	Réforme du système de gestion du secteur public afin de relever les défis déjà identifiés dans les rapports du Semestre européen sur la Roumanie, notamment la transparence de

	la gestion financière et le déficit structurel, la réforme du système de retraite, la réforme du dialogue social et la prévisibilité du processus décisionnel.
Suède	Réformes conduisant à un développement économique durable (croissance). L'environnement et la numérisation sont des éléments importants de ce développement.
Slovénie	Réformes des systèmes d'assurance sociale, en mettant l'accent sur la durabilité et la résilience de ces systèmes et sur l'égalité d'accès à des droits de qualité dans ce domaine, dans la mesure où ils garantissent une vie décente. Dans le domaine de l'État de droit, en mettant l'accent sur la protection des droits des travailleurs. Dans le domaine du travail des autorités de surveillance, y compris l'inspection du travail. Dans le domaine de la fiscalité, en s'attachant à garantir la stabilité des caisses publiques et l'accès à des services publics de qualité. Dans la transition vers une société verte et numérique, y compris la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.
Slovaquie	Les réformes concernant l'amélioration de l'environnement des entreprises et des finances publiques saines, durables et compétitives sont cruciales, tout comme l'amélioration du niveau de vie.

Question 13: Sur la base de la situation à l'automne 2021, dans quelle mesure pensez-vous que le plan sera un succès ?

Une majorité des participants ont déclaré que le plan sera un succès sur la base de la situation de l'automne 2021 (c'est le cas de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de la Grèce, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Italie, de la Roumanie, du Luxembourg, de la Slovaquie et de la Tchéquie). Certains sont plus neutres (tels que l'Irlande, l'Allemagne, la Croatie et la Lituanie). La Suède et la Slovénie ne s'attendent pas du tout à ce que le plan soit un succès.

1 – Pas du tout un succès 10 - Un immense succès

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche							X			
Belgique						X				
Chypre								X		
Tchéquie							X			
Allemagne				X						
Danemark							X			
Grèce							X			
Espagne							X			
Estonie								X		
Finlande									X	
Croatie				X						
Hongrie										
Irlande					X					
Italie						X				
Lituanie					X					
Luxembourg						X				
Roumanie						X				

Suède		X								
Slovénie		X								
Slovaquie						X				

Question 14: Dans le même ordre d'idées, quelle est votre évaluation de l'avenir du plan en ce qui concerne sa contribution à la résilience à long terme dans votre État membre ?

L'évaluation du plan en termes de résilience est mitigée. On constate que les pays qui reçoivent relativement peu de fonds de la FRR ne s'attendent pas non plus à ce que le plan contribue à la résilience à long terme. Seuls les participants des délégations de Chypre, du Danemark, de l'Italie, de l'Estonie et de la Slovaquie ont évalué la contribution à la résilience à long terme comme très positive. Les délégations belge, grècque, roumaine et tchèque ont également une opinion positive de cette contribution. L'Espagne, la Croatie et le Luxembourg ont exprimé une position plus neutre. Les délégations de la Slovénie, de la Suède et de l'Irlande ont exprimé un avis négatif sur la contribution à la résilience à long terme.

1 – Aucun effet 10 – Effets considérables

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche				X						
Belgique						X				
Chypre								X		
Tchéquie						X				
Allemagne				X						
Danemark								X		
Grèce							X			
Espagne					X					
Estonie								X		
Finlande							X			
Croatie					X					
Irlande	X									
Italie								X		
Lituanie					X					
Luxembourg				X						
Roumanie							X			
Suède		X								
Slovénie			X							
Slovaquie								X		

Question 15: Quelle est votre évaluation de l'avenir du plan en ce qui concerne sa contribution à la transition verte ?

Les participants ont une évaluation mitigée de l'avenir du plan concernant la contribution à la transition verte. Les réponses sont plutôt fragmentées. Alors que l'évaluation du Danemark, de la Grèce, de la Finlande, de l'Italie et de la Lituanie est très positive, l'Irlande, la Suède et la Slovénie s'attendent à très peu d'effets. En Belgique, en Estonie, en Tchéquie, en Roumanie et en Espagne, on s'attend à une

contribution considérable à la transition verte. En ce qui concerne l'Autriche et l'Allemagne, les effets sont évalués comme étant limités. Les explications précédentes des autres questions et tables rondes nous indiquent que, pour certains États membres, l'effet de la FRR/ du PNRR est limité parce que la transition énergétique/verte est déjà une priorité de réforme nationale et/ou que les fonds de la FRR sont relativement modestes par rapport à la taille de l'économie de l'État membre en question.

1 – Aucun effet 10 – Effets considérables

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche				X						
Belgique						X				
Tchéquie							X			
Allemagne				X						
Danemark								X		
Grèce								X		
Espagne							X			
Estonie						X				
Finlande									X	
Croatie					X					
Irlande	X									
Italie								X		
Lituanie								X		
Luxembourg				X						
Roumanie						X				
Suède		X								
Slovénie			X							
Slovaquie								X		

Question 16: Quelle est votre évaluation de l'avenir du plan en ce qui concerne sa contribution à la transition numérique ?

L'évaluation de la contribution à la transition numérique est mitigée. Des effets très positifs sont évalués dans le cas de la Tchéquie, du Danemark, de la Grèce, de l'Estonie, de la Roumanie et de la Lituanie. Des effets positifs considérables sont attendus dans le cas de l'Espagne, de la Finlande, de la Croatie, de l'Italie et de la Belgique. De même, comme pour la question précédente, la Suède, l'Irlande et la Slovénie ont à nouveau exprimé que la composante numérique ne contribuerait pas beaucoup. Il en va de même pour l'Allemagne et le Luxembourg, mais l'évaluation est un peu plus positive. Enfin, l'Autriche est plus neutres. Pour cette question, l'explication est la même que pour la question 15.

1 – Aucun effet 10 - Effets considérables

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche					X					
Belgique						X				
Tchéquie								X		
Allemagne				X						
Danemark								X		
Grèce								X		
Espagne							X			
Estonie								X		
Finlande							X			
Croatie							X			
Irlande	X									
Italie							X			
Lituanie								X		
Luxembourg				X						
Suède		X								
Roumanie								X		
Slovénie			X							
Slovaquie								X		

Question 17: Quelle est votre évaluation de l'importance de la dimension sociale dans le plan ?

Concernant l'importance de la dimension sociale, les réponses sont également mitigées. Des commentaires supplémentaires spécifiques ont été donnés. Il a été fréquemment mentionné que la dimension sociale est relativement peu développée (en Autriche, Allemagne, France, Slovénie et en Grèce). Cependant, les délégations autrichienne et finlandaise ont également reconnu que les autres mesures abordent également la dimension sociale.

– Pas du tout important 10 – Très important

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche			X							
Belgique						X				
Tchéquie					X					
Allemagne				X						
Danemark					X					
Espagne							X			
Estonie							X			
Finlande								X		
Croatie						X				
Irlande			X							
Italie							X			

Lituanie								X		
Luxembourg				X						
Roumanie						X				
Suède		X								
Slovénie		X								

Résumé des commentaires supplémentaires sur la dimension verte, numérique et sociale.

Autriche	Si certaines mesures visent des objectifs sociaux, la dimension sociale est relativement peu développée et devrait être renforcée en continuant à prendre des mesures et en augmentant celles qui existent déjà.
Croatie	En ce qui concerne sa contribution en général, il y a très peu de progrès visibles ; le plan contribuera quelque peu, mais seulement lorsqu'il s'agira de ceux qui savent profiter de l'aide.
Tchéquie	Environ 40% des PNRR se concentrent sur le soutien à la transition verte, environ 20% sur la transition numérique. En République tchèque, le PNRR est davantage axé sur le soutien aux investissements.
France	La prise en compte de la dimension sociale est meilleure. Cependant, le document ne montre pas toujours la priorité accordée aux objectifs de cohésion sociale et ne la relie pas toujours aux autres défis. Pour le Conseil économique, social et environnemental français, l'accent mis sur la jeunesse est encore insuffisant et il estime que l'emploi n'est pas la seule protection contre la précarité.
Finlande	Toutes les propositions d'investissement dans le cadre de la transition verte sont aussi potentiellement des investissements sociaux, car elles visent à assurer une transition durable, y compris pour les travailleurs, les entreprises et les consommateurs, vers une société neutre en carbone - contribuant ainsi à un sentiment d'équité dans la société.
Slovénie	Le plan ne parvient pas à relever les défis à long terme sur ces trois aspects. De l'avis de la délégation, le PNRR proposé a manqué l'occasion de proposer certaines solutions innovantes sur le marché du travail et pour l'avenir du travail. Les réformes (retraites, soins de longue durée, avenir du marché du travail, soins de santé) restent au stade préparatoire et n'ont pas d'orientation claire, qui devrait être conçue en accord avec les partenaires sociaux.
Roumanie	Le PNRR roumain est plutôt ambitieux et le manque actuel de capacité à gérer des projets d'investissement vastes et complexes, ainsi que le faible engagement politique en faveur de réformes difficiles pourraient affecter la dimension verte et sociale du plan. Les objectifs de la transition numérique pourraient être plus faciles à atteindre car ils sont plus spécifiques et dépendent dans une plus large mesure des investissements et des interventions qui peuvent avoir une capacité de transformation.
Grèce	Le PNRR accorde une importance excessive à la résolution du premier défi clé, à savoir le changement du modèle de production de l'économie, en proposant des réformes dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement et de la numérisation. En revanche, il n'adopte pas une approche équilibrée pour les deux autres défis clés (adoption d'un nouveau modèle de politique sociale, arrêt du vieillissement démographique du pays).

Section II: ***Comment progresse la mise en œuvre des plans, des investissements et des réformes ?***

Question 12: Disposez-vous d'informations sur la part des fonds engagés dans votre État membre qui pourrait ne pas aboutir là où elle devrait (causes possibles : manque de projets viables, bureaucratie, corruption, critères d'attribution peu clairs) ? Si oui, pouvez-vous la quantifier provisoirement ?

Une grande majorité a déclaré ne pas avoir d'informations à ce sujet. Seules cinq réponses ont fait état d'informations : Roumpanie (20-30%), Chypre, la Tchéquie, la Lituanie (10-20%) et l'Irlande (0-10%).

0-10%	10-20%	20-30%	30+%	Pas d'information

	Réponse				
Pays	**0-10 %**	**10-20%**	**20-30%**	**30+%**	**Pas d'information**
Autriche					X
Chypre		X			
Tchéquie		X			
Allemagne					X
Danemark					X
Grèce					X
Espagne					X
Estonie					X
Finlande					X
France					X
Croatie					X
Irlande	X				
Italie					X
Lituanie		X			
Luxembourg					X
Portugal					X
Roumanie			X		
Suède					X
Slovénie					X
Slovaquie					X

Question 18: Votre Etat membre prévoit-il d'utiliser à la fois la partie des subventions et celle des prêts de la FRR ? Si votre État membre a l'intention d'utiliser également la partie des prêts de la FRR, veuillez indiquer ici - dans la mesure du possible - toute différence dans l'utilisation des subventions par rapport aux prêts.

Une majorité d'États membres n'utilise que la partie des subventions. Les États membres qui utilisent également la partie des prêts n'ont pas signalé de grandes différences entre l'utilisation des subventions et des prêts de la FRR.

	Réponse		Une différence entre les subventions et les prêts ?
Pays	**Non**	**Oui**	
Autriche	X		/
Belgique	X		En attente de l'avis du conseil central, de la communauté des affaires et du conseil du travail.
Allemagne	X		/
Chypre		X	Aucune différence n'est encore apparue dans l'utilisation des subventions par rapport aux prêts.
Danemark	X		/
Tchéquie	X		Pas prévu.
Espagne	X		Sur les subventions : oui, dans leur intégralité. Il y a des doutes sur les prêts : le gouvernement dit oui, mais aucune information concrète n'est connue à ce jour sur la préparation du plan pour les prêts.
Estonie	X		n/a
Finlande	X		Actuellement, aucune décision n'a été prise concernant la demande de prêt de la FRR.
France		X	n/a.
Irlande	X		Juste des subventions.
Croatie	n/a	n/a	Les grandes entreprises créées par le gouvernement local ou l'État opteront pour des prêts.
Italie		X	Il ne semble pas y avoir de différences pertinentes.
Lituanie	X		/
Luxembourg	X		/
Portugal		X	Les prêts sont différenciés selon qu'ils concernent le logement ou la capitalisation des entreprises. Les conditions seront différentes puisqu'il s'agit de prêts et qu'ils sont différenciés selon qu'ils concernent le logement ou la capitalisation des entreprises.
Roumanie		X	n/a
Suède	X		/
Slovénie		X	/

Section III: ***L'impact potentiel des PNRR sur l'économie et la société des États membres***

Question 10: Dans quelle mesure pensez-vous que le plan contribuera aux réformes structurelles nécessaires dans votre État membre ?

La majorité des réponses font état d'une contribution considérable ou quasi parfaite aux réformes structurelles. La Belgique, la Lituanie, la Grèce, Chypre, l'Estonie, la Roumanie, l'Italie, la Slovaquie, la Tchéquie et l'Espagne évaluent positivement la contribution aux réformes structurelles. L'Autriche, l'Allemagne, le Danemark et la Croatie évaluent l'impact de manière plus neutre. L'Irlande, la Suède, la Slovénie et le Luxembourg ne s'attendent pas à ce que le plan contribue beaucoup aux réformes structurelles.

1 – Pas du tout 10 - Parfaitement

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche					X					
Belgique							X			
Chypre								X		
Tchéquie							X			
Allemagne					X					
Danemark					X					
Grèce									X	
Espagne						X				
Estonie								X		
Finlande							X			
Croatie					X					
Irlande	X									
Italie								X		
Lituanie									X	
Luxembourg			X							
Suède		X								
Roumanie								X		
Slovénie			X							
Slovaquie								X		

Question 11: Sur une question étroitement liée, quelle part du financement de la Facilité pour la Relance et la Résilience est consacrée à des investissements qui auraient été entrepris par votre État membre, même sans ce financement ?

La majorité des participants ont indiqué qu'aucune information n'était disponible. L'Autriche, le Danemark et le Luxembourg ont indiqué que plus de 45 % des investissements auraient été réalisés sans le financement de la FRR. En Finlande et en Italie (15-30%), en Allemagne (0-15%) et en Roumanie (0-15%).

	Réponse				
Pays	**0-15 %**	**15-30%**	**30-40%**	**45+%**	**Pas d'information**
Autriche				X	
Allemagne	X				
Tchéquie					X
Danemark				X	
Grèce					X
Espagne					X
Estonie					X

Finlande		X			
France					
Croatie					X
Irlande					X
Italie		X			
Lituanie					X
Luxembourg				X	
Roumanie	X				

Section IV: ***La participation des partenaires sociaux et des organisations de la société civile***

Question 1: Dans quelle mesure la société civile organisée (SCO) a-t-elle été consultée lors de l'élaboration du plan national de relance et de résilience (PNRR) à la fin de 2020 et au premier semestre de 2021 ?

Les réponses sont mitigées. Dans certains États membres, la SCO a été bien consultée, dans d'autres, elle ne l'a étée que marginalement. D'après les réponses, la SCO a été très bien consultée en Finlande, en Belgique et en Suède. En France, en Croatie, en Italie, à Chypre, en Grèce, en Estonie, en Slovaquie, en Roumanie et en Lituanie, la SCO a également été bien consultée. En Autriche et au Portugal, l'évaluation de la participation de la SCO est neutre. En Tchéquie, en Espagne, en Irlande, au Danemark et au Luxembourg, la SCO n'a pas été bien consultée. En Allemagne, à Malte et en Slovénie, la SCO a été à peine impliquée.

1 – Pas du tout 10 - Parfaitement

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche					X					
Belgique								X		
Chypre						X				
Tchéquie				X						
Allemagne		X								
Danemark				X						
Grèce						X				
Espagne				X						
Estonie						X				
Finlande										X
France							X			
Croatie							X			
Irlande				X						
Italie							X			
Lituanie						X				
Luxembourg				X						
Malte		X								
Portugal					X					

Roumanie							X			
Suède									X	
Slovénie		X								
Slovaquie						X				

Question 2: Votre organisation a-t-elle fait une soumission sur la préparation du plan ? Comment votre organisation a-t-elle été impliquée dans ce travail ?

La majorité des réponses (19/22) indiquent avoir soumis une contribution à l'élaboration du plan sous forme de proposition (c'est le cas en Autriche, Danemark, Grèce, Espagne, Estonie, Finlande, France, Croatie, Irlande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Portugal, en Slovaquie et en Roumanie), de lettre (en Allemagne), dialogue (spécial) sur le PRR (en Italie, Portugal et en Lituanie) ou de consultation (en Autriche, Belgique, Allemagne, Espagne, Roumanie, Estonie, Luxembourg, Suède et en Tchéquie). Seules Malte et la Slovénie n'ont pas fait de soumission sur la préparation du plan. Malgré le nombre élevé de soumissions, il a été constaté que de nombreuses propositions n'ont pas été suffisamment prises en compte par les gouvernements. Dans le cas de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Lituanie et du Portugal, il existe de bonnes pratiques.

Pays	Contribution condensée
Autriche	Oui. La confédération syndicale et la chambre du travail ont soumis des propositions dans le cadre du processus de consultation, mais elles n'ont pas eu l'occasion de les présenter sous une forme appropriée. A part cela, les partenaires sociaux sont généralement impliqués dans le processus législatif. Ainsi, également dans la préparation du plan.
Belgique	Oui. Contribution via les conseils consultatifs, le Conseil central de la communication d'entreprise et le Conseil national du travail.
Tchéquie	Oui. La Confédération de l'industrie de la République tchèque (ČMKOS) a participé aux consultations en tant que l'un des rares acteurs de la société civile organisée. ČMKOS a été impliquée dans le processus lorsque la structure principale du plan était déjà établie, après quoi la participation a été en principe satisfaisante. Les représentants du secteur non lucratif n'ont été impliqués ni dans la préparation ni dans le processus de mise en œuvre, seules quelques organisations directement approchées en très petit nombre, qui ne représentent toutefois pas l'ensemble du secteur.
Allemagne	Oui. Une lettre a été envoyée au gouvernement à la fin de 2020 et une déclaration commune en février 2021. La déclaration a été soumise après des consultations initiées par le gouvernement. Aucune proposition n'a été incluse par le gouvernement.
Danemark	Oui. Des propositions d'investissements dans la transition verte, la numérisation et la santé ont été envoyées pour contribuer au plan de relance danois. Le gouvernement a accusé réception des propositions mais n'a pas donné de feedback. Cela a limité les possibilités de dialogue sur les priorités du gouvernement concernant le PNRR.
Grèce	Oui. Des commentaires spécifiques ont été soumis pendant la préparation du PNRR, qui ont été envoyés au ministre des finances et au Comité économique et social de Grèce dans le cadre du processus de dialogue social.
Espagne	Oui. Participation à des réunions d'information générale par le gouvernement, mais aucune procédure de consultation pour la FRR ou le NGEU. Un plan de la Confédération des entreprises a été inclus dans le PNRR. Le Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été consulté lors de réunions avec le gouvernement.

Estonie	Oui. Des contributions écrites ont été fournies et des réunions ont été organisées. La société civile a été impliquée pour soumettre ses propositions à Estonie 2035, pas directement au PNRR, mais par la suite, de nombreuses discussions et consultations ouvertes ont eu lieu avec la société civile, les organisations patronales et les syndicats.
Finlande	Oui. La Fédération finlandaise des affaires sociales et de la santé (SOSTE) a fait sa propre proposition sur l'utilisation des fonds dans le cadre de la FRR, et l'a promue dans le débat public. SOSTE a fait valoir son point de vue lors de consultations avec des organisations de la société civile.
France	Oui. Le Conseil économique, social et environnemental a remis sa contribution à l'Etat, en associant tous ses groupes de travail, le 05.04.2022. Cette contribution est annexée au PNR.
Croatie	Oui. Nous avons soumis au gouvernement des propositions concernant la récupération.
Irlande	Oui. Tous les piliers de la SCO ont fait des soumissions.
Italie	Oui. Des propositions et des documents ont été soumis. En outre, il y a eu une participation à des conférences, des auditions et un dialogue direct avec les ministres concernés lors des étapes préparatoires. Ceci s'applique à différents degrés et de différentes manières aux organisations des partenaires sociaux et aux OSC.
Lituanie	Oui. Des lettres contenant des propositions et des rappels sur les recommandations de la CE concernant le PNRR ont été envoyées au gouvernement et aux institutions. L'organisation a participé aux présentations de projets, en avançant ses propres propositions.
Luxembourg	Oui. Il n'y a pas eu de débat constructif ni de réelle prise en compte des propositions des partenaires sociaux par le gouvernement. Avant la finalisation du plan, deux dialogues ont eu lieu. Suite à un dialogue social hybride avec les partenaires sociaux et le CES, une position commune sur l'établissement du PNRR a été élaborée. Le gouvernement n'a pas jugé nécessaire de consulter les partenaires sociaux en amont de ce projet. En raison de contraintes de temps, un véritable débat/consultation n'a pas été possible.
Malte	Non. Pas demandé.
Portugal	Oui. Les avis du CES ont été pris en compte, et le PNRR a été abordé lors de réunions de consultation avec les partenaires sociaux.
Romania	Oui. La SCO a contribué à de nombreuses propositions, à la fois par le biais d'une fiche/formulaire dédiée qui a été mise à disposition, ainsi que par sa participation aux consultations. Cependant, très peu de ces contributions ont été prises en compte et peu ou pas de retour d'information a été fourni concernant le rejet de certaines propositions ou concernant la hiérarchisation des propositions acceptées.
Suède	Oui. Les consultations habituelles ont eu lieu.
Slovénie	Non. Les organisations syndicales n'ont pas participé activement à l'élaboration du plan. Des réunions ont eu lieu, mais elles étaient informatives. Il a fallu beaucoup de temps avant que la proposition de PNRR ne soit reçue par la SCO. Aucun commentaire ou proposition n'a été soumis. La SCO n'a pas été invitée à le faire non plus, sauf pour la partie du plan qui relevait de la compétence du ministère du Travail. Des commentaires ont été fournis sur cette dernière, mais très peu ont été pris en compte.
Slovaquie	Oui. Des commentaires ont été soumis. L'implication n'a eu lieu que comme une formalité. Le plan n'a pas été soumis suffisamment à l'avance pour permettre aux partenaires sociaux de l'évaluer et de l'étudier de manière experte et de donner un avis.

Question 3: Dans quelle mesure ce plan est-il maintenant connu de la SCO ?

Les réponses sont divisées. Dans la plupart des cas, le plan est connu de le la SCO, mais dans des proportions différentes. Dans le cas de la Roumanie, de l'Allemagne, de l'Estonie, de la Finlande et de la Croatie, le plan était très bien connu de la OCS. Le plan était également connu de la SCO en Belgique, en France, en Grèce, en Espagne et en Italie. Le plan était moins connu de la SCO en Autriche, à Chypre, au Danemark et en Irlande. En Tchéquie, Lituanie et au Luxembourg, cette évaluation est neutre. À Malte, le plan était à peine connu.

1 – Pas du tout 10 - Parfaitement

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Autriche				X						
Belgique							X			
Chypre				X						
Tchéquie					X					
Allemagne										X
Danemark				X						
Grèce						X				
Espagne						X				
Estonie								X		
Finlande								X		
France							X			
Croatie								X		
Irlande				X						
Italie						X				
Lituanie					X					
Luxembourg					X					
Malte		X								
Portugal				X						
Roumanie								X		
Suède								X		
Slovénie		X								
Slovaquie						X				

Question 4: Quelles mesures - le cas échéant - ont été mises en place par le gouvernement pour informer et impliquer la SCO ?

Les mesures se répartissent en cinq grandes catégories: (1) **La communication "classique"** (par exemple, un dialogue statutaire, des campagnes et des sessions d'information) par exemple, en Autriche, en Belgique et à Chypre, (2) **des sites web accessibles au public**, tels qu'en , Allemagne, Espagne, Estonie, Finlande, Roumanie et en Italie, (3) **des groupes de travail**, comme en Croatie et en Lituanie, (4) **consultations dédiées au PNRR**, par exemple, en Allemagne, Estonie, France et en Roumanie), et (5) **pas de dialogue ni de véritable consultation sur le PNRR**, comme c'est le cas au Danemark, en Slovénie et en Slovaquie. Dans certains cas, on remarque que la consultation a été très complète. En

Espagne, en Finlande, en France, en Allemagne, en Italie et en Estonie, de bons exemples d'implication sont identifiés.

Pays	Contribution condensée
Autriche	Les partenaires sociaux ont été insuffisamment informés. Des séances d'information et une adresse électronique ne sont pas suffisantes. Le plan de redressement final a été mis en ligne sans aucune manifestation spécifique.
Belgique	Via des conseils consultatifs.
Chypre	Le gouvernement informe dans le cadre de campagnes d'information générale et publie des déclarations de temps à autre.
Tchéquie	Le ministère de l'industrie et du commerce, en tant qu'unité de mise en œuvre, tente actuellement de communiquer le contenu et le développement du plan national de relance et de résilience par le biais de son site web, de discussions modérées et de journées de consultation. Cependant, la connaissance du NPO est encore faible parmi les acteurs concernés dans le pays.
Allemagne	Le PNRR est accessible au public sur un site web, y compris les programmes individuels. Le vendredi 25 février 2022, une réunion des parties prenantes a été organisée au cours de laquelle des informations complètes sur le plan et les mesures individuelles ont été fournies.
Danemark	Aucune consultation n'a été organisée sur le plan de relance danois et ce n'est que deux mois avant la présentation de ce dernier que le ministère des finances, dans le cadre d'un webinaire conjoint avec le consiel du commerce et la représentation de la Commission au Danemark, a annoncé que les parties prenantes externes pouvaient envoyer des suggestions au département travaillant sur le plan de relance danois dans la boîte aux lettres du ministère des finances.
Espagne	Communication générale liée à certains programmes spécifiques. Quelques réunions périodiques avec les partenaires sociaux pour rendre compte de l'évolution du plan. Un site web a été créé pour centraliser les informations sur le PNRR. Des campagnes de communication ont été lancées par le gouvernement pour diffuser les appels à propositions financés par le plan. La Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale (CEPES) dispose de canaux de dialogue directs avec différents départements gouvernementaux pour aborder les initiatives affectant l'économie sociale dans le cadre du plan.
Estonie	Il y a une page web dédiée pour le www.rrf.ee et aussi des informations détaillées en anglais. Les organisations peuvent facilement demander aux fonctionnaires du ministère des finances ou d'autres ministères concernés de venir expliquer la FRR. Le principal problème n'est pas tant lié à l'information qu'au fait d'entendre quels sont les principaux besoins. Les priorités fixées au tout début étaient encore basées sur le plan Estonie 2035 et pas tellement sur les crises.
Finlande	En 2020, le gouvernement a organisé une tournée ministérielle des régions finlandaises dans le but d'informer et de recueillir les points de vue des parties prenantes régionales et des organisations de la société civile, ainsi que des idées de projets de réformes et d'investissements, avec des discussions sur l'utilisation des fonds de relance. Dans cette optique, un site web a été créé pour fournir des informations sur les événements et le PNRR en général. En outre, des événements ciblés pour les parties prenantes de la SC ont été organisés, notamment sur des thèmes spécifiques. Diverses commissions parlementaires ont également invité des

	représentants de la société civile à une audition sur le rapport du gouvernement relatif au programme de croissance durable.
France	Un dialogue intensif et l'organisation de plusieurs audiences ont eu lieu avant la soumission de la contribution du CESE frnçais au plan national de réforme 2022 (qui inclut les investissements du PNRR).
Croatie	Le gouvernement a invité la SCO à participer à des groupes de travail.
Irlande	Étant donné la petite échelle de l'allocation, il est difficile de susciter l'intérêt pour cette question. Des consultations publiques ont déjà eu lieu, mais il n'est pas prévu d'impliquer la SCO.
Italie	Portail gouvernemental spécifique sur le PNRR et ses phases de mise en œuvre. Accès aux rapports envoyés au Parlement et aux rapports publics mis à disposition de la Table permanente du Partenariat et du CNEL.
Lituanie	Le gouvernement a pris certaines mesures pour informer et impliquer les partenaires sociaux et la société civile. Des projets liés aux principales orientations politiques ont été présentés dans les groupes de travail.
Luxembourg	Deux réunions ont eu lieu en 2021. Par ailleurs, il n'y a pas eu de mesures spéciales pour les partenaires sociaux en relation avec le PNRR.
Portugal	Multiple rounds of public consultations, government initiatives to promote debate on the PNRR.
Roumanie	Le PNRR approuvé prévoit certains mécanismes pour informer la SCO de l'application du plan - une sorte de comité de suivi et un site web/un tableau de bord constamment mis à jour. Cependant, ces mesures ne sont pas encore mises en œuvre.
Suède	Les consultations habituelles ont eu lieu.
Slovénie	Aucun dialogue social n'a eu lieu sur le sujet du plan. Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour informer et impliquer la SCO dans la préparation, la mise en œuvre ou le suivi du PNRR.
Slovaquie	Un processus formel de participation a eu lieu en 2021. Cependant, aucune évaluation, discussion ou consultation réelle n'a eu lieu sur les commentaires soumis. Le débat (oct. 2020) sur l'utilisation des fonds du PNRR n'était pas clair, les OSC et les partenaires sociaux ne sachant pas comment ils étaient censés y participer. En décembre 2020, une consultation publique en ligne a été organisée. Cette forme ne correspond pas à l'idée de participation et de dialogue social de la Commission européenne. Le gouvernement n'a pas utilisé les instruments disponibles et n'a pas mené de consultation. L'initiative de discuter du PNRR a été prise par les partenaires sociaux, et non par le gouvernement.

Question 6: Dans quelle mesure la SCO participe-t-elle à la mise en œuvre du plan ? Veuillez donner des exemples concrets, si possible.

Les réponses à cette question sont partagées. La SCO est bien impliquée dans la mise en œuvre en Suède, en Croatie, en Finlande (très positif), en Belgique, en Tchéquie et en Lituanie (raisonnablement positif). L'implication de la SCO en Espagne n'est ni bonne ni mauvaise. En ce qui concerne l'Autriche, l'Allemagne, Chypre, l'Italie, la Roumanie et la Grèce, la participation de la SCO est faible. En France et en Irlande, la SCO n'est pas du tout impliquée. En général, l'implication de la SCO dans la mise en œuvre peut être divisée selon les catégories suivantes : **Base statutaire/implication générale** (Autriche,

Suède, Belgique, Chypre), **groupes de travail spéciaux/bureaux liés au PNRR** (Tchéquie, Espagne, Finlande, Croatie), **dialogue sur le PNRR/réunions avec les parties prenantes** (Allemagne, Finlande), **aucune implication** (Danemark, Luxembourg) **ou il est trop tôt pour le dire** (Croatie, Estonie). La délégation luxembourgeoise a toutefois souligné qu'il existe un lien indirect dans la mise en œuvre du plan.

	Réponse										
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**Examples / Further information**
Autriche				X							Les partenaires sociaux sont généralement impliqués dans le processus législatif.
Belgique							X				Par le biais de divers projets.
Chypre			X								Lorsque le parlement discute du plan, il invite toutes les parties prenantes.
Allemagne				X							Réunion des parties prenantes en février. D'autres formats de participation promis/annoncés.
Tchéquie							X				Le "Comité du PNRR" comprend des représentants sélectionnés de la SCO, qui ont en même temps demandé à être impliqués dès le début dans la préparation des programmes et des appels afin de garantir la capacité d'absorption et la qualité de la fixation des conditions (y compris l'inclusion des associations concernées). Les propriétaires des composantes impliquent des représentants de la SCO à des degrés divers, par exemple dans la préparation des appels. Toutefois, cette participation est laissée à la discrétion du propriétaire de la composante (généralement un ministère). La mise en œuvre réelle du plan a commencé très lentement, de sorte que l'on n'a pas encore beaucoup d'expérience du comportement des propriétaires de composantes.
Danemark			X								La mise en œuvre a été annoncée par un communiqué de presse, mais le gouvernement n'a pas invité la société civile à des réunions sur la mise en œuvre du plan.
Grèce				X							n/a

Espagne					X						En général, les OSC et les partenaires sociaux ne participent pas à la mise en œuvre. Des exceptions existent pour les entreprises bénéficiant des subventions. Un bureau technique du NGEU a été mis en place pour permettre aux entreprises de l'économie sociale d'accéder aux fonds. Les partenaires sociaux sont consultés sur les réformes du marché du travail/de la retraite dans le plan.
Estonie	n/a										Il est trop tôt pour dire si la SCO est bien impliquée dans la mise en œuvre du plan, car il n'y a pas encore eu d'exemples concrets. Les premières mises en œuvre du plan commencent au deuxième trimestre de 2022.
Finlande								X			Le plan des structures de l'économie en temps réel permettant aux entreprises de passer à l'économie numérique a été lancé avec la consultation des parties prenantes. en étroite collaboration avec le secteur privé; L'avancement de la mise en œuvre du modèle nordique de service de l'emploi a été régulièrement discuté avec le sous-groupe de travail; La santé mentale et la capacité à travailler. Les promoteurs du projet sont des organisations professionnelles, des partenaires sociaux, etc.
France	X										n/a
Croatie									X		La SCO participe aux groupes de travail chargés de préparer les appels d'offres dans le cadre du NRRP et en accord avec le ministère du tourisme concernant les mesures en faveur du tourisme. Certaines mesures sont probablement mises en œuvre par le biais des mécanismes réguliers de consultation publique et du dialogue social tripartite, mais sans aucune indication de leur lien avec le PNRR.
Irlande	X										n/a
Italie				X							n/a
Lituanie						X					La mise en œuvre du plan n'en est qu'à ses débuts, il est donc difficile de parler de l'implication de la société civile.

Luxembourg			X								Il n'y a pas eu d'implication directe des partenaires sociaux dans la mise en œuvre. Cependant, il existe un lien indirect à travers l'implication des chambres d'employeurs et des employés dans la formation à la numérisation.
Portugal											La SCO est impliquée en surveillant la mise en œuvre du plan.
Roumanie		X									n/a
Suède									X		Les contacts permanents permettent de mieux comprendre les positions et les intérêts de la SCO.
Slovénie	X										Il n'y a aucune conscience d'une quelconque implication de la SCO dans la mise en œuvre. Cette participation pourrait être gérée par le CES, mais celui-ci ne fonctionne plus depuis un an en raison de violations des règles de fonctionnement du CES par le gouvernement. Seuls les partenaires sociaux sont impliqués, pas les autres organisations de la société civile.

Question 7: Dans quelle mesure la SCO est-il impliquée dans le suivi du plan ? Veuillez donner des exemples concrets, si possible.

Un certain nombre de participants ont noté qu'il était difficile de répondre à cette question étant donné la phase du plan dans leur pays. Ceux qui y ont répondu estiment que le plan est loin d'être parfait. Seule la Suède fait état d'une très bonne implication de la SCO dans la phase de suivi. En Roumanie, en Finlande, en Belgique et en Slovaquie, l'implication de la SCO est modérée. En Espagne, en Lituanie, à Chypre et en Belgique, l'évaluation est neutre. Dans les autres États membres, l'implication de la SCO dans le suivi n'est pas très bonne. Les délégations de l'Allemagne, de la France, de l'Irlande, du Luxembourg et de la Slovénie ont indiqué que la SCO ne participaient pas du tout à la surveillance. Au Danemark, en Autriche, en Estonie, en Italie et en Grèce, la participation est faible. Les exemples concrets de suivi se répartissent en trois grandes catégories : (1) **comité de suivi "spécial" du PNRR**, (2) **suivi statutaire** (3) **aucune participation** (Croatie) ou **aucune conscience de participation**.

1 – Pas du tout 10 - Parfaitement

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse										
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**	**Exemples / Informations supplémentaires**
Autriche			X								L'implication est faible. Sauf pour l'évaluation légale statutaire et les partenaires sociaux sont impliqués à travers les contacts existants.
Belgique						X					En partie via des conseils consultatifs.
Chypre					X						Lorsque le parlement discute du plan, il invite les parties prenantes.
Tchéquie											/
Allemagne	X										Pas de procédure connue
Danemark			X								/
Grèce			X								/
Espagne					X						Des réunions mensuelles de suivi ont lieu au niveau national pour les PS, en plus des régions. La Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale (CEPES) s'attend à jouer un rôle important une fois que le PERTE sur l'économie sociale sera approuvé. Les réformes sont discutées pendant le dialogue social.
Estonie											Il est encore une fois très tôt pour le dire, mais le comité de suivi sera mis en place, présidé par le département du budget de l'État du ministère des finances. Plusieurs associations devraient nommer leur représentant à ce comité.
Finlande							X				Une mise en œuvre transparente est importante. Par conséquent, une base est fournie pour que les parties prenantes soient continuellement informées et impliquées.
France	X										Non applicable, le Conseil économique, social et environnemental français n'est pas impliqué dans le contrôle/suivi du PNRR ; il est seulement informé des périodes de versement des tranches.
Croatie	**n/a**										Aucune participation formelle.
Irlande	X										n/a

Italie				X							n/a
Lituanie					X						Participation à des groupes de travail, tels que la transformation de l'économie circulaire, la transformation verte et numérique, l'évolution vers la 5g, le cadre d'orientation professionnelle pour la réforme du marché du travail.
Luxembourg	X										n/a
Roumanie							X				Grâce à la plateforme de suivi de la Commission européenne, les OSC sont en mesure de suivre le plan, du moins en partie.
Suède									X		Les actions exigent souvent une législation nationale. La SCO fait partie intégrante du processus décisionnel par le biais des organes de saisine et du travail normal de lobbying.
Slovénie	X										Il n'y a aucune conscience d'une quelconque implication. (voir la réponse précédente).
Slovaquie						X					n/a

Question 8: À cet égard, existe-t-il une différence entre les partenaires sociaux, d'une part, et d'autres parties de le la SCO, d'autre part ? Si oui, veuillez expliquer.

En général, cette question n'a pas reçu de bonnes réponses. Seuls l'Autriche, la Grèce et le Portugal ont signalé une différence importante. En Autriche, les partenaires sociaux sont impliqués par le biais de groupes d'intérêt statutaires, mais dans d'autres parties de la SCO, la participation est bien moindre ou insuffisante. En Grèce, les partenaires sociaux sont plus activement impliqués dans l'ensemble du processus que ne le sont d'autres parties de la SCO. En Belgique, en Espagne, à Chypre, en Finlande, en Italie et en Slovaquie, il existe une certaine différence entre les partenaires sociaux et les autres parties de la SCO. En Espagne, par exemple, seuls les partenaires sociaux participent à la table ronde nationale du plan et les OSC participent aux tables rondes sectorielles. Dans les réformes, les partenaires sociaux participent aux tables rondes du dialogue social, les OSC sont parfois consultées. En Finlande, les partenaires sociaux et les organisations syndicales sont mieux impliqués dans le plan que les autres parties prenantes. En Italie, il existe des tables de consultation supplémentaires et spécifiques des

partenaires sociaux. Enfin, en Tchèquie, au Danemark, en Estonie, en Lituanie et au Luxembourg, peu de différences sont signalées entre les partenaires sociaux et les autres parties de la SCO.

	Réponse			Explication
Pays	**Little**	**Some**	**A lot**	
Autriche			X	Les partenaires sociaux sont des groupes d'intérêt statutaires. Cependant, dans le rapport par pays de la Commission européenne, il a été noté que les récentes actions du gouvernement avaient réduit la capacité avérée des partenaires sociaux à contribuer à un développement socio-économique équilibré. Le système de dialogue social et de relations entre employeurs et employés est l'un des facteurs de réussite de la croissance sociale et économique sans précédent de l'Autriche au cours des dernières décennies. La pandémie a remis le partenariat social sur le devant de la scène. Il est à espérer qu'il ne s'agit pas seulement d'une phase temporaire. L'implication des autres organisations de la société civile est bien moindre ou insuffisante .
Belgique		X		n/a
Chypre		X		n/a
Tchéquie	X			Le plan a été consulté avec des représentants des entrepreneurs et des syndicats au niveau tripartite, où, toutefois, les ONG ne sont pas représentées.
Allemagne	**n/a**	**n/a**	**n/a**	Lors de la réunion des parties prenantes en février 2022, aucune distinction n'a été faite entre les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile.
Danemark	X			Le gouvernement n'a pas invité la société civile à surveiller la façon dont le plan de relance danois est mis en œuvre. Par conséquent, il n'y a pas de différence évidente entre l'implication des partenaires sociaux et d'autres parties de la société civile organisée.
Grèce			X	Les partenaires sociaux sont plus activement impliqués dans l'ensemble du processus que la société civile organisée, ce qui est dû au fait qu'ils sont plus organisés dans le dialogue social. Dans la situation actuelle, il est plus que jamais nécessaire de créer les conditions d'une compréhension politique et sociale et de faire participer les partenaires sociaux et la société civile à la formulation d'un PNRR cohérent qui répondra aux problèmes créés par la crise pandémique tout en jetant les bases du développement économique et social à long terme du pays.
Espagne		X		Seuls les partenaires sociaux participent à la table ronde nationale du plan. Les OSC participent aux tables rondes sectorielles. Dans le cadre des réformes, les partenaires sociaux participent aux tables rondes sur le dialogue social, les OSC sont occasionnellement consultées.
Estonie	X			n/a
Finlande		X		Pour les mesures pour lesquelles le plan indique que les parties prenantes doivent être impliquées, les partenaires sociaux/organisations syndicales sont le plus souvent mentionnés.

Italie		X		Il existe des tableaux de consultation supplémentaires et spécifiques des partenaires sociaux.
Lituanie	X			n/a
Luxembourg	X			Ni les partenaires sociaux ni les autres organisations de la société civile n'ont été impliqués.
Portugal			X	n/a
Romania	X			n/a
Slovénie	**n/a**	**n/a**	**n/a**	Il est impossible de répondre à cette question car la SCO n'a pas été informée de la mise en œuvre. La situation aurait pu être différente si le Conseil économique et social national (NESC) était en activité, car il s'agit d'une plateforme institutionnelle de coopération entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Il n'existe pas de mécanisme similaire pour les autres organisations de la société civile et il est probable qu'il y aurait eu une coopération ad hoc avec les partenaires sociaux.
Slovaquie		X		n/a

Question 20: Dans quelle mesure la participation de la société civile organisée à la mise en œuvre et au suivi des PNRR aux niveaux régional et local est-elle efficace ?

La participation de la SCO à la mise en œuvre et au suivi des PNRR aux niveaux régional et local n'est pas très efficace selon la majorité des réponses. Ce n'est qu'en Belgique et en Estonie que l'implication de la SCO est très efficace. En Slovénie et en Slovaquie, l'implication régionale de la SCO est raisonnablement efficace. Au Danemark, en Roumanie et en Espagne, l'implication n'est ni efficace ni inefficace. Dans le cas de la Tchéquie, de la Croatie, de l'Irlande et de la Slovénie, l'implication de la SCO aux niveaux régional et local est quasiment nulle.

1 – Pas du tout efficace 10 – Très efficace

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

	Réponse									
Pays	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Belgique								X		
Tchéquie	X									
Danemark					X					
Grèce			X							
Espagne					X					
Estonie							X			
Croatie		X								
Irlande	X									
Italie			X							
Lituanie			X							
Luxembourg				X						
Roumanie					X					
Suède						X				
Slovénie	X									

Slovaquie						X				

Les bonnes pratiques identifiées dans les réponses au questionnaire

Question 19: Après cet examen de la situation dans votre État membre, pouvez-vous identifier certaines bonnes pratiques d'implication de la SCO qui pourraient être partagées avec la SCO dans d'autres États membres ? Qu'est-ce qui a si bien fonctionné dans votre État membre qui pourrait également avoir des effets positifs dans d'autres États membres ?

Plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées. Quelques réponses ont signalé un dialogue social bien établi qui fonctionne bien. Un portail gouvernemental ou un site web sur la FRR a également été mis en place par un certain nombre d'États membres. Certains participants n'ont pas pu donner une réponse complète car il était trop tôt pour identifier les bonnes pratiques. Dans certains cas, aucune bonne pratique n'a été identifiée car la SCO n'était pas suffisamment impliquée. Il existe des examples de pratiques plus spécifiques dans les États membres suivants :

- En Italie, un partenariat de table ronde permanente a été établi et un dialogue existe au niveau territorial;
- En Espagne, les partenaires sociaux reconnaissent que le cadre de la FRR et du PNRR a permis de conclure des accords importants sur les réformes du travail et des retraites par le biais du dialogue social tripartite;
- En Croatie, la SCO est impliquée dans les groupes de travail préparant les appels d'offres pour la mise en œuvre du PNRR en accord avec le ministère du Tourisme ;
- Au Portugal, la SCO participe au suivi de la mise en œuvre du PNRR, notamment en analysant les résultats du plan et les rapports d'évaluation d'impact.

Pays	Contribution condensée – Bonnes pratiques
Autriche	L'implication des organisations de partenaires sociaux fonctionne très bien. Dans le cadre de la FRR, l'Autriche n'y parvient pas.
Belgique	Réponse à donner plus tard.
Tchéquie	L'établissement d'un comité officiel du PNRR, qui a créé un espace de coordination pour la participation de la société civile organisée - rappelant en partie le comité de suivi des programmes opérationnels de la politique de cohésion.
Allemagne	Dans le cas du Fonds social européen (ESF), les associations d'aide sociale et les partenaires sociaux sont impliqués de manière très coopérative, à un stade précoce et de manière globale au niveau fédéral via le BMAS (ministère du Travail et des Affaires sociales). Les programmes fédéraux communs ESF du BMAS sont développés, élaborés et mis en œuvre sur un pied d'égalité. Il s'agit là d'un très bon exemple de la manière dont les fonds européens peuvent être utilisés de manière judicieuse et ciblée avec la participation de la société civile organisée, afin qu'ils répondent réellement aux besoins sur le terrain.
Danemark	Les pays de l'UE recevant les subventions les plus importantes du plan de relance de l'UE ont eu un processus plus ouvert, leurs gouvernements présentant des projets de PNRR dès le début et permettant à la société civile de soumettre des amendements concrets. Ces mêmes pays de l'UE ont rapidement mis en place une page web de campagne pour fournir des informations sur le plan de relance national et sur la manière dont les fonds ont été investis. Selon nous, il s'agit d'une bonne pratique jusqu'à présent, mais les pages web de la campagne manquent toujours

	d'informations sur les appels d'offres à venir dans le contexte des plans de relance. La Commission devrait inciter tous les pays de l'UE à créer des pages web de campagne sur leurs plans de relance nationaux, et les pages web de campagne actuelles et futures devraient fournir des informations a posteriori non seulement sur la manière dont les fonds ont été investis, mais aussi sur les appels d'offres à venir. Les pages web de la campagne devraient également inclure des listes de fournisseurs, où les entreprises de tous les pays de l'UE peuvent s'inscrire comme fournisseurs/sous-traitants potentiels pour certains types de tâches.
Espagne	La revitalisation du dialogue social en est le meilleur exemple. Les réformes des pensions et du travail ont été mises en œuvre par des accords conclus dans le cadre du dialogue tripartite.
Estonie	L'ouverture du processus sur l'internet est très bien accueillie, toutes les informations relatives aux personnes à contacter sur différents sujets sont également bonnes.
Finlande	Engagement actif des ministères. Invitation anticipée aux grands forums de discussion, mais aussi aux réformes bilatérales.
France	Information et consultation systématique du Conseil économique, social et environnemental français avec une contribution jointe au PNRR envoyée à la Commission.
Croatie	Un exemple de bonne pratique est la co-création de mesures de sauvegarde de l'économie et de l'emploi lors de la première vague de COVID-19, et la participation aux groupes de travail préparant les appels d'offres pour la mise en œuvre du PNRR, en accord avec le ministère du tourisme.
Irlande	Pas de bonnes pratiques. Le meilleur moyen est le rétablissement d'un dialogue social structuré entre la Confédération des entreprises et le gouvernement.
Italie	La Table permanente de partenariat a été créée par décret gouvernemental et les différentes tables sectorielles ont été mises en place dans certains ministères. Elle se compose de groupes de travail spécifiques qui assurent un suivi critique de l'orientation et de la qualité du PNRR par rapport aux attentes des citoyens. Les bonnes pratiques pourraient également être reproduites au niveau territorial, notamment lorsque des investissements importants sont prévus.
Lituanie	Étant donné le stade précoce de la mise en œuvre, la SCO ne peut rien apporter en ce qui concerne la participation de la société civile.
Luxembourg	Après avoir exprimé ce regret dans une lettre commune au gouvernement, le Premier ministre a répondu aux partenaires sociaux en affirmant que les échanges sont fondamentaux pour l'activité économique et fiscale du gouvernement. Suite à cela, une réunion préparatoire a eu lieu en février 2022 entre les ministres de l'économie et des finances et les partenaires sociaux, qui sera suivie d'un cycle de dialogue social.
Portugal	La SCO participe au suivi de la mise en œuvre du PNRR, notamment en analysant les résultats du plan et les rapports d'évaluation d'impact.
Suède	Une coopération étroite et constructive entre les partenaires sociaux et les OSC est renforcée par l'ouverture, la transparence et le dialogue. La coopération pendant la phase de planification est importante, mais pas décisive.
Slovénie	Aucune bonne pratique identifiée puisque la société civile n'a pas été impliquée.

Question 21: Veuillez insérer ici toute information pertinente qui n'a pas été couverte par les questions jusqu'à présent :

Pays	Contribution condensée
Autriche	Les présentations et déclarations sur la gouvernance économique et le semestre européen par les intervenants de la représentation de la Commission en Autriche ont été très instructives. Ils ont répondu en détail à toutes les questions et ont également partagé ouvertement leurs points de vue sur des questions critiques, en particulier l'implication insuffisante des organisations de la société civile. La délégation du GSE a estimé que le débat avec la Commission européenne et les participants était très fructueux et précieux.
Tchéquie	Le plan est principalement mis en œuvre au niveau national ; les régions et les villes ne jouent que le rôle de bénéficiaires.
Espagne	Pour les organisations patronales, la différence entre la publicité du gouvernement et la réalité, ainsi que les limitations réglementaires imposées par l'UE et l'énorme retard dans la mise en œuvre compromettent sérieusement la réalisation des objectifs fixés. Les syndicats affirment que le pilier transversal de l'égalité des sexes, qui doit inspirer les différents programmes, projets et réformes, est présent dans le plan espagnol. Nous attendons toujours de pouvoir évaluer son efficacité dans sa mise en œuvre. Aucune question n'a été posée sur le calendrier de mise en œuvre du plan. Le calendrier des réformes est respecté. L'exécution des investissements a pris du retard, en particulier ceux qui dépendent des appels à projets des administrations régionales et locales.
Finlande	La perspective régionale de la participation de la société civile organisée n'est pas explicitement mentionnée dans la mise en œuvre et le suivi du plan. C'est pourquoi nous ne l'avons pas évalué.
Italie	Voir les résultats de la table ronde.
Suède	Un poids lourd pour les générations futures, des dettes environnementales et financières à rembourser. L'aspect générationnel aurait également pu être abordé dans vos questions.
Slovénie	Nous pensons que l'absorption des fonds devrait dépendre du niveau d'implication active des partenaires sociaux et des organisations de la société civile dans la conception du plan, sa mise en œuvre et le suivi de sa mise en œuvre. Il serait également bienvenu que la Commission mène des entretiens avec la société civile organisée sur la mise en œuvre du plan une fois par an et qu'elle en assure un suivi systématique, également dans le cadre du processus du Semestre européen.

Autres contributions de la part des organisations de la société civile

Le questionnaire a été soumis par 8 organisations de la société civile du groupe de liaison du CESE . 8 réponses au questionnaire ont été reçues des organisations de la société civile. La majorité de ces organisations ont indiqué qu'elles n'ont pas été bien consultées concernant les PNRR. La plupart d'entre elles ont soumis des propositions, mais celles-ci n'ont pas été suffisamment prises en compte. En ce qui concerne la mise en œuvre, une seule organisation a déclaré être impliquée. Il en va de même pour l'implication dans le suivi. Il faut noter que la majorité des organisations ont mentionné qu'elles ne pouvaient pas répondre aux questions de manière satisfaisante. Il est donc difficile de tirer des

conclusions générales. Néanmoins, cela indique que les organisations de la société civile ne sont peut-être pas suffisamment sensibilisées aux PNRR.

Partie II: Observations concernant les résultats des tables rondes

Dans le cadre des consultations, des tables rondes ont été organisées en Autriche (8/10/21, Bulgarie (12/10/21), Pologne (17/11/2021), Italie (25/01/22), Espagne (27/01/22), Danemark (11/3/22) et France (31/03/22). Les discussions des tables rondes ont été organisées autour de trois thèmes centraux :

I. **Implication de la société civile dans le processus du PNRR**

II. **Leur avis quant au contenu des PNRR et de la FRR**

III. **Outils spécifiques dans les différents Etats membres**

Implication de la société civile dans le processus du PNRR

Planification	**Mise en œuvre et suivi**	**Communication entre les gouvernements nationaux et la SCO sur les plans**
Autriche: le développement tardif du PNRR a laissé peu de place à des consultations approfondies. Bulgarie: Des consultations formelles et informelles ont eu lieu. Certains participants ont confirmé que les propositions faites par leurs organisations ont été largement reprises dans le PNRR, tandis que d'autres se sont plaints de n'avoir pas été impliqués du tout et qu'aucune de leurs propositions n'a été adoptée. Pologne: la SCO est convaincue qu'elle pourrait donner un avis lors des consultations. Toutefois, l'initiative des auditions est unilatérale, et la SCO estime donc que les autorités ne sont pas suffisamment conscientes de l'importance des consultations de cette SCO ; Il y a accord sur le fait que le projet final ne répond pas aux	Autriche: les partenaires sociaux sont particulièrement impliqués via le processus de contrôle législatif. Un appel à une plus grande participation au processus de mise en œuvre. Bulgarie: Le CES bulgare s'est déclaré prêt à faire office de comité de suivi dans la phase de mise en œuvre. En outre, le CES a déclaré qu'il avait la capacité d'examiner tous les documents stratégiques du plan, car ses membres représentent tous les secteurs. Pologne: Il est trop tôt pour tirer des conclusions : le plan n'est pas encore approuvé par la CE ; la création du comité de suivi du PNRR est perçue comme positive. À la suite de consultations, le gouvernement a élargi le comité en y incluant, entre autres, les organes d'autonomie territoriale, les syndicats et les partenaires sociaux et économiques. Cependant, la SCO a critiqué le rôle limité du comité de suivi, car sa conception ne lui permet pas de	Autriche: l'implication des partenaires sociaux dans le Semestre européen était bonne, mais elle ne l'était pas autant dans le cas de la FRR. Bulgarie: pas d'information. Pologne: La SCO convient que le gouvernement n'a pas de stratégie d'information sur le PNRR et critique l'absence d'un site Internet gouvernemental contenant des informations sur le PNRR; Le PNRR apparaît uniquement de manière négative dans le discours public, en raison du blocage de la proposition par la CE ; Les participants ont abordé le besoin de rester informé par le gouvernement sur une base courante sur les changements dans le contenu du PNRR.

attentes de la SCO. Le gouvernement n'a pas tenu compte des commentaires et des préoccupations exprimés par la SCO. Espagne: Les participants ont émis la critique générale que l'OCS et les partenaires ont été peu impliqués dans la phase d'élaboration. Italie: Le CES n'a pas été directement consulté avant la mise en œuvre du PNRR. Danemark: La pression du temps et le manque de ressources dans la phase de préparation ont entraîné des lacunes dans le plan; Le comité de contact et les commissions spéciales du Parlement auraient pu être impliqués dans la phase de préparation ; Le processus n'était pas satisfaisant, bien que le résultat final soit acceptable. France: Il n'y a pas eu de procédure de consultation spécifique pour la préparation du PNRR. Celle-ci s'est déroulée par le biais du mécanisme de consultation du Semestre européen; Des consultations informelles avec les organisations et les parties prenantes par les ministères ont eu lieu. Toutefois, plusieurs parties prenantes ont fait remarquer qu'il ne s'agissait que d'une formalité car leurs commentaires n'avaient pas été suffisamment pris en compte.	participer à la prise de décision. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance de la participation à la sélection des projets d'investissement et à la bonne utilisation des fonds européens. Espagne: Les participants ont convenu que l'amélioration de l'implication de la SCO et des partenaires sociaux devrait être la clé de cette phase ; Une demande générale au gouvernement d'établir d'urgence une procédure de participation des partenaires sociaux et des OSC pour le suivi et l'évaluation du plan. Une proposition concrète a été faite pour que le CES joue un rôle central dans ce processus ; Le retard dans la mise en œuvre et la brièveté du délai d'exécution sont des sujets de préoccupation courants. L'information, l'assistance technique, la formation et l'évaluation ont été identifiées comme des dimensions vertueuses pour assurer une mise en œuvre adéquate ; L'importance de l'évaluation continue a été soulignée par de nombreux participants. Italie: Les participants ont noté que la société civile jouera un rôle clé dans l'exercice du Semestre européen dans les années à venir, en particulier le suivi du PNRR et les échanges sur la transition jumelle seront importants ; Le CES collabore avec des groupes de travail spécifiques pour le suivi du plan ; Il y a une contribution inadéquate des partenaires sociaux dans la phase de mise en œuvre. Les partenaires sociaux ont offert peu de choses; Le CES n'a pas été directement consulté avant la mise en œuvre du PNRR.	Espagne: Un appel a été lancé pour la création d'un site web centralisé contenant des informations sur les appels et les offres, ainsi que sur le niveau d'exécution des fonds liés au plan. Italie: La salle de contrôle est chargée de la promotion de l'information et de la communication. Un site web contenant des informations complètes est créé ; Un débat public a eu lieu sur les infrastructures concernées ; La participation systématique du CES et des régions a permis de consulter largement la société civile et d'obtenir une participation et une contribution solides. Il n'y a pas besoin de plus de méthodes de consultation ; il faut plutôt utiliser correctement les systèmes en place. Danemark: Il y a très peu de débat et très peu de connaissance du plan au Danemark. France: Les consultations sur le PNR ont été principalement initiées par le CESE français. Le gouvernement n'est pas proactif à cet égard. Cependant, il a été noté que les représentants du gouvernement acceuillaient toujours favoablement les demandes du CESE français pour échanger. Une évolution positive est constatée en ce qui concerne les échanges avec le gouvernement.

	Danemark: Un appel à la transparence dans l'attribution des fonds a été lancé. Au regret des participants, il n'y a pas eu de débat public ni de large consultation. Un participant a utilisé l'expression "un processus très peu danois" pour le décrire; L'importance de demander comment la SCO souhaite participer au PNRR a été abordée. France: des consultations annuelles comprenant une section consacrée aux investissements prévus dans le cadre du Programme national de réforme (le PNR est adopté chaque année ; cette année, les investissements du PNRR y sont inclus) et il intègre donc le suivi ; Lors du décaissement de la première tranche de la FRR, les membres du CESE français ont expliqué qu'ils avaient été informés, mais pas impliqués. Le suivi de l'implication du PNRR dans le PNR existant "France Relance" est compliqué. Le PNRR représente 40% du volume du PNR. Le PNR bénéficie des systèmes de gouvernance et de suivi. Cependant, il rend aussi le plan européen moins visible.	

Leur avis quant au contenu des PNRR et de la FRR

Perceptions du succès global et de la contribution des plans dans les Etats membres	**Contribution aux réformes structurelles, aux transitions jumelles et aux aspects sociaux**	**Autres commentaires concernant le contenu des plans**
Autriche: Les fonds sont relativement modestes par rapport à la taille de l'économie autrichienne. La relance n'a pas le même statut qu'en Italie ou en Espagne. Certaines réformes auraient été adoptées indépendamment du fonds.	Autriche: Le PNRR peut faire la différence dans les domaines de la transition verte et numérique, mais le budget alloué n'est pas suffisant. Bulgarie: Pas d'information.	Autriche: L'éducation pré/primaire constitue un point faible du plan de relance. Bulgarie: Le CES a insisté pour que toutes les propositions faites par les organisations de la société civile soient annexées au PNRR avec les

Bien que le plan n'ait pas la même importance, c'est une valeur européenne que d'être impliqué en conséquence, dans le cadre d'un processus d'évaluation approprié. Bulgarie: Pas d'information. Pologne: D'après le rapport, la SCO est généralement consciente que le PNRR peut apporter une contribution importante. Espagne: Pour réussir, la transition nécessite un important soutien social. En outre, une assistance technique et une formation sont nécessaires. Italie: Ce plan vise à résoudre les problèmes structurels et à définir les principes d'un nouveau modèle de croissance susceptible de favoriser la convergence en Europe. Danemark: n/a ou surtout par rapportà la contribution à d'autres EM (spillovers). France: une contribution considérable, mais surtout par le biais du programme national.	Pologne: Le PNRR n'est pas assez ambitieux en termes d'ambition climatique et de besoins pour la prochaine génération (voir colonne suivante). Espagne: Le montant de l'investissement alloué peut permettre une reprise économique et sociale, ainsi qu'une transformation de l'économie ; des préoccupations communes ont été exprimées sur le fait que la transformation industrielle ne peut être réalisée en l'espace de trois ans ; le dialogue social, l'anticipation, la co-gouvernance et la transparence sont les éléments constitutifs d'une transition juste. Italie: Ce plan est crucial pour la croissance de l'économie et de l'emploi. Il est l'outil pour ancrer la double transition et pour réussir les réformes cruciales. Cette prise de conscience émane du gouvernement, des autorités locales et régionales, des OSC et des partenaires sociaux. Danemark: Le plan est trop basé sur le programme de réforme national. France: Le CESE français a souligné que la cohésion sociale n'était pas suffisamment ciblée ou clairement identifiée dans le PNR.	commentaires sur l'état d'avancement, y compris les raisons du rejet. Pologne: Le plan n'envisage pas de mesures spéciales pour répondre aux besoins de la prochaine génération (sociaux et psychologiques). En outre, le gouvernement n'a pas tenu compte de l'inquiétude des organisations écologiques qui estiment que le plan manque d'ambition en matière de climat. Espagne: L'équité et l'inclusion sociale font partie du plan, mais il manque des indicateurs concrets pour mesurer la contribution à l'inclusion. Italie: Le plan doit réduire les inégalités systémiques. L'innovation sociale doit être renforcée. Danemark: Un participant a noté l'absence de politiques pour la prochaine génération. France: Les aspects de la cohésion sociale ne sont pas suffisamment identifiés dans le plan. En outre, l'accent n'est pas suffisamment mis sur les groupes les plus vulnérables. Cela devrait être systématiquement mesuré.

Outils spécifiques dans les différents Etats membres

Les bonnes pratiques	**Goulets d'étranglement / Défaillances**	**Autres remarques**
Autriche: Un bon dispositif institutionnel pour le dialogue social en Autriche via le processus de contrôle législatif.	Autriche: Des fonds du budget national sont débloqués pour contribuer à la double transition.	Bulgarie; le questionnaire n'a pas été soumis. L'idée que le CES bulgare puisse agir en tant que comité de suivi dans le processus de mise en œuvre des plans a été présentée, et le

Pologne: Le caractère inclusif des consultations sociales et un comité de suivi qui comprend les OSC, les partenaires sociaux et les organes autonomes territoriaux. En outre, l'avis de la SCO a été pris en compte lors de la création du comité. Espagne: le portail gouvernemental du PNRR, une attitude proactive du CES espagnol pour faciliter le dialogue, un dialogue fructueux qui a permis aux OSC d'approuver les réformes dans le cadre du PNRR. Italie: La participation complète de la société civile est formalisée par une législation spécifique. En tant que telle, la société civile dispose de trois points d'entrée : elle peut être invitée aux réunions de la salle de contrôle ; elle est l'acteur clé de la table permanente des partenariats et, en plus de cela, plusieurs tables ont été créées pour traiter de secteurs spécifiques (des acteurs clés de la société civile et des partenaires sociaux participent à ces tables sectorielles). France: L'existence de consultations institutionnalisées régulières pour le PNR. Les membres du CESE français ont constaté une plus grande réceptivité de la part des interlocuteurs gouvernementaux. Les réunions demandées sont plus régulières. L'existence d'un comité national de suivi et d'évaluation dans le cadre du Plan France Relance (PNR). Les commentaires ont	Bulgarie: Les centrales au charbon et l'État de droit sont des aspects controversés du plan (principe du "do not significant harm"). Pologne: • Il y a un problème général par rapport au "top-down" de l'information en Pologne. Le manque d'informations sur les PNRR entrave le suivi par la SCO ; Le gouvernement n'a pas tenu compte des commentaires et des préoccupations exprimés par la SCO. Espagne: Le sous-effectif de l'administration publique et le manque de compétences dans les domaines clés de la transition ; Les investissements dans les énergies propres sont insuffisants ; le rejet par les communautés locales du développement des énergies propres, car elles ne se sentent pas suffisamment concernées. Italie: La réforme administrative est un problème récurrent, en particulier dans les régions du Sud. Danemark: Un manque d'avis central sur ce que le plan peut financer. Il serait préférable que ces conseils soient centralisés pour toutes les parties du pool et pour l'ensemble de la communauté lorsque le financement par la réserve est souhaité. France: le projet de PNR a été tardif. Compte tenu du PNR préexistant (France Relance); communication insuffisante de la part de l'Europe. Les Français ne le voient pas comme de l'argent européen à cause de l'intégration du PNR dans le PNR.	représentant du gouvernement a approuvé et mentionné que cela était déjà en discussion. Espagne: Les participants ont proposé que le CESE collecte des informations sur les bonnes pratiques nationales en matière d'application du PNRR et les diffuse par les moyens les plus appropriés. Italie: Une coopération continue entre les différents États membres est nécessaire. Danemark: Le principal rôle futur de l'UE doit être de veiller à ce que les règles du PNRR soient respectées par tous les Etats membres. (Il devrait y avoir un droit de regard dans les autres Etats membres) ; La méthode du Semestre peut être utilisée comme un modèle pour que la RRF engage le dialogue. (les consultations dans le processus Semestre européen ont mieux fonctionné en termes d'implication que le NRRP). France: Le résultat de la consultation du CESE pourrait servir de boîte à idées, rassemblant les bonnes pratiques des différents États membres concernant cette implication de la SCO. Le CEE français a avancé la possibilité d'organiser quelque chose autour de l'association des citoyens aux questions qui pourraient les concerner dans le cadre de ces projets de réforme. Cependant, rien n'a encore été décidé. Enfin, le CESE français rappelle qu'il n'est pas impliqué dans la mise en œuvre ou le suivi. Ce sont les organisations qui le composent qui sont impliquées ; Le CESE français propose d'impliquer

été pris en compte, par exemple, les ODD ont été ajoutés au PNRR après que le CESE français se soit inquiété de leur absence dans la première version du PNRR. Le déploiement régional est un aspect fort. Le comité régional du Plan France Relance implique toutes les parties prenantes. Il existe également des comités locaux.		davantage la SCO et d'évaluer l'impact et pas seulement l'aspect quantitatif. Il est nécessaire de regarder l'impact réel sur les populations de l'utilisation des fonds européens. Cela devrait être fait de manière systématique. L'impact devrait être mesuré, notamment sur les plus vulnérables, ce qui donnerait une estimation plus intéressante. Cela n'est pas fait actuellement.

Partie III: La méthode de collecte d'informations

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la longueur des rapports nationaux ainsi que des mécanismes de consultation utilisés par les délégations nationales entre 2021 et avril 2022 pour obtenir des réponses aux cinq questions du questionnaire.

Pays	Longueur du rapport (nombre de page)	Soumission de la délégation de 3 personnes	Table ronde	Rigueur des réponses au questionnaire	Rigueur de la consultation
Autriche	10	Oui	Yes	Elevée	Elevée
Belgique	6	Oui	Non	Faible	Faible
Bulgarie	n/a	n/a	Oui	n/a	Elevée
Chypre*	3	Oui	Non	Faible	Faible
Tchéquie	8	Oui	Non	Elevée	Moyenne
Allemagne*	7	Oui	Non	Elevée	Elevée
Danemark*	6	Oui	Oui	Elevée	Elevée
Grèce[1]	9	Non	Non	Moyenne	Moyenne
Espagne	10	Oui	Oui	Elevée	Elevée
Estonie*	7	Oui	Non	Elevée	Moyenne
Finlande	8	Oui	Non	Elevée	Elevée
France	6	Non[2]	Oui	Moyenne	Elevée
Croatie	6	Oui	Non	Faible [3]	Faible

[1] Réponse uniquement du Group I
[2] Réponse du président de la commission affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental français.
[3] Dans la lettre d'accompagnement du questionnaire, la délégation a expliqué qu'il était trop tôt pour rendre compte de cette phase.

Irlande	3	Oui	Non	Faible [4]	Faible
Italie	7	Oui	Oui	Elevée	Elevée
Lituanie*	7	Oui	Non	Moyenne	Moyenne
Luxembourg	8	Oui	Non	Elevée	Elevée
Malte[5]	4	Non	Non	Faible	Faible
Pologne	n/a	Non	Oui	n/ a	Elevée
Portugal	8	Oui	Non	Elevée	Elevée
Suède*	7	Oui	Non	Moyenne	Moyenne
Slovénie	9	Oui	Non	Elevée	Elevée
Slovaquie	7	Oui	Non	Elevée	Elevée

* = ne dispose pas d'un Conseil économique et social national

Liste des abréviations

OSC Organisations de la société civile

SCO Société civile organisée

CE Commission européenne

CES(N) Conseil économique et social (national)

GSE Groupe sur le Semestre européen

P(N)RR Plan (national) de relance et de résilience

FRR Facilité pour la Relance et la Résilience

[4] Vu l'ampleur de l'allocation irlandaise, il est difficile de susciter un grand intérêt pour la question. C'est pourquoi le rapport est plutôt court.
[5] Seules quelques questions ont reçu une réponse et il n'est pas indiqué si tous les membres des trois groupes ont contribué.